

ARRETE N° 2022/600AT
Portant restriction temporaire du stationnement
182 cours Sadi Carnot
à l'occasion d'un emménagement le 02 août 2022

Le Maire de Cavaillon,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L.2211 à L.22136,
Vu le code de la route, et notamment les articles R 325-14, R 411.3 à R 411.10 et R. 412.28,
Vu l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière,
Vu les arrêtés municipaux portant sur la réglementation générale des conditions de circulation et de stationnement sur le territoire de la commune de Cavaillon,
Vu l'arrêté municipal n° 2020/94 du 06 juillet 2020 portant délégation de signature,
Vu la décision municipale n° 2015/16 portant sur les tarifs publics,
Vu l'avis du service infrastructures et équipements
Considérant la demande formulée par l'entreprise DEMENAGEMENTS DAVIN DEMECO, 4 avenue de l'Orme Fourchu, 84000 Avignon, en vue d'effectuer un emménagement,
Considérant que pour permettre l'emménagement, il y a lieu de réglementer le stationnement sis 182 cours Sadi Carnot,
Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services :

ARRETE

Article 1 : En raison de l'emménagement effectué par l'entreprise DEMENAGEMENTS DAVIN DEMECO, le 02 août 2022, de 08h00 à 18h00, quatre (4) places de stationnement seront réservées par le demandeur sis 182 cours Sadi Carnot au droit de l'emménagement ou au plus près. Les véhicules seront immatriculés ED 461 ZX et BA 735 VQ.
Le stationnement de tout autre véhicule – hormis ceux réservés pour l'emménagement – sera interdit.

En cas de réservation des places de stationnement et pour ce faire : une information sera mise en place par affichage quarante-huit (48) heures avant l'occupation par le demandeur et ce dernier devra le faire constater à la police municipale (04 90 78 21 38).

Les véhicules contrevenant à la réglementation ci-dessus feront l'objet d'une mise en fourrière immédiate sur prescription d'un officier de police judiciaire, d'un agent de police judiciaire adjoint, d'un chef de la police municipale ou occupant ces fonctions, territorialement compétent.

Aussi, une copie de l'autorisation sera laissée sur le tableau de bord du(es) véhicule(s) servant à l'emménagement.

A l'issue des travaux, le domaine public devra être rendu en parfait état de propreté.

Article 2 : Le coût de l'occupation du domaine public sera de 40€

Article 3 : L'entreprise est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces travaux.

La commune pourra à tout moment imposer une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier si son déroulement crée une perturbation. Le domaine public devra alors être remis dans son état initial.

Article 4 : La signalisation matérialisant la réglementation susvisée, sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée du chantier et jusqu'à achèvement de celui-ci.

Article 5 : Les droits des tiers sont, et demeurent, expressément réservés.

Article 6 : Les membres du corps médical qui justifieront d'obligations professionnelles impérieuses ne seront pas soumis aux interdictions prévues par le présent arrêté, ainsi que les véhicules de Police, Gendarmerie et des Sapeurs-Pompiers, les véhicules militaires ou des services civils de l'Etat ou de la Commune, dont les conducteurs seront munis d'un ordre de mission, ou justifiant d'obligations professionnelles impérieuses, les véhicules E.D.F - G.D.F en service.

Article 7 : Le titulaire de cette autorisation s'engage à payer les sommes demandées par titre de recette du percepteur pour la période souscrite.

Article dernier : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de Police, Madame la Responsable de la police municipale et tous les agents placés sous leur autorité, Monsieur le comptable de la trésorerie de Cavailon, l'entreprise DEMENAGEMENTS DAVIN DEMECO, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé/publié/affiché.

Cavaillon, le 12 JUL. 2022
Pour le Maire et par délégation,
Le Directeur général des services,



Frédéric MAUREL

Conformément aux dispositions du Code de la Justice Administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication et/ou de son affichage.

Notifié, affiché ou publié le : 12 JUL. 2022

Signature si notification